

FRANCE

Après deux jours de vote, ni affluence, ni engouement

Hier et au deuxième jour du scrutin qui s'étalera jusqu'au 17 avril, observateurs et acteurs représentant des candidats ou boycotteurs s'accordent à dire que l'affluence est loin de celle attendue alors que l'Hexagone était en week-end.

Quelle appréciation ces acteurs font de ce début de scrutin ? C'est ce que nous avons voulu savoir

Le Soir d'Algérie : L'appel lancé par la coordination nationale pour le boycott a-t-il été entendu et de quelle manière ?

Zoheir Rouis : La coordination nationale pour le boycott représentée en France par les partis El Adala, MSP, RCD et Jil Jadid a en effet lancé un appel à une journée de protestation pour le samedi 12 avril à proximité du principal centre de vote parisien pour que la communauté algérienne de France puisse en ce premier jour de simulacre de scrutin signifier une fois de plus son rejet de cette mascarade électorale et montrer au monde entier et plus particulièrement à nos compatriotes en Algérie que la communauté algérienne est activement solidaire des mouvements de protestation qui s'expriment en Algérie et qui rejettent ce processus d'effrontement de l'Etat et appellent à la construction d'un Etat de droit à travers une transition politique.

Il était important que nous puissions le faire en force car nous savons que traditionnellement le régime utilise et manipule toujours les images du premier jour de scrutin de la communauté algérienne pour motiver les Algériens à se diriger vers les bureaux de vote. Or, nous avons démontré hier samedi 12 avril par notre forte mobilisation que les Algériens de France ne se sont pas dirigés vers les bureaux

de vote et qu'il n'y a pas eu les foules escomptées et qu'à Paris, il y avait plus de manifestants que de votants malgré les moyens utilisés pour mobiliser les habituelles clientèles et malgré l'argent sale utilisé durant cette campagne pour remplir de minuscules salles de meeting.

Notre appel a donc été entendu et cela a démontré que la communauté algérienne a parfaitement compris les enjeux de cette élection et qu'elle n'est pas dupe.

Comment qualifieriez-vous l'affluence et le déroulement de ces deux journées de scrutin en France ?

On ne peut parler d'affluence sur ces deux premiers jours alors que c'est un week-end. Hier samedi, historiquement jour de forte affluence aux bureaux de vote, ces derniers étaient sidéralement vides. Il y avait plus de personnel des bureaux de vote que d'électeurs. Si vraiment les électeurs avaient été motivés pour aller voter, croyez-moi qu'ils l'auraient fait durant ce week-end, les jours suivants jusqu'au jeudi n'étant pas propices pour aller voter. Je puis vous assurer que le taux de participation, pas celui qui sera pompeusement annoncé, le vrai taux de participation, sera historiquement le plus bas qu'une élection ait connu jusque-là. Quant au déroulement du scrutin, les protestations des

auprès d'acteurs qui ont bien voulu nous répondre. Notre souhait d'interroger tous les représentants des candidats a été encore une fois vain.

C'est pourquoi, nos lecteurs devront se contenter de ceux que nous avons pu joindre ou de ceux qui nous ont répondu. En l'occurrence un représentant des boycotteurs : Zoheir Rouis de Jil Jadid à l'étran-

représentants du candidat Benflis démontrent s'il en était encore besoin que le régime est décidé à user et abuser de la fraude pour passer en force. Le même personnel organisateur des fraudes précédentes, les mêmes méthodes et les mêmes procédés de fraude et d'intimidation sont en cours.

Le Président-candidat a fait une déclaration hier devant le MAE espagnol le prenant à témoin sur ce qu'il appelle dépassements, violence et terrorisme télévisuel de son adversaire Benflis. Qu'en pensez-vous ?

La plainte de Bouteflika, en tant que président de la République, et non en tant que candidat, devant un ministre étranger, est pathétique à plus d'un titre. D'abord elle participe de ce rabaissement de l'Etat algérien, même devant un pays non assimilé à une puissance étrangère. Jamais un président de la République n'a autant porté atteinte à la souveraineté de notre pays que le Président actuel. Elle est pathétique car le dernier des Algériens n'est pas dupe de cette mascarade et certainement pas un responsable étranger. C'est le comble de cette piètre pièce de théâtre, l'organisateur en chef de la fraude, et des fraudes précédentes, se plaint de terrorisme et de dépassements. Il est grandement temps d'élever le niveau et de redonner à l'Etat algérien toute sa place dans le cœur des Algériens et dans le concert des nations. Cela ne sera possible que si ce régime s'en va et laisse place à la nouvelle génération qui aura pour charge de bâtir un Etat de droit, ce à quoi travaille la coordination nationale pour le boycott en proposant une conférence nationale pour une transition démocratique.

Saïd Naïli, coordinateur des comités de soutien à Ali Benflis en France

Le Soir d'Algérie : Au bout de 2 jours de scrutin, comment quali-

ger et pour ceux qui appellent à une participation massive au scrutin, Saïd Naïli, coordinateur des comités de soutien de Ali Benflis en France.

Ils nous donnent leurs appréciations sur le déroulement du vote en France mais aussi leurs réactions suite à l'attaque d'un candidat par le Président-candidat devant un invité étranger.

fiez-vous l'affluence dans les bureaux de vote en France: importante, moyenne ou timide ? Ou différente selon les régions et comment se traduisent ces différences ?

Saïd Naïli : La participation sur ces deux jours est très faible. Beaucoup d'électeurs pensent que cette élection est jouée d'avance. Selon nos estimations et à titre d'exemple, il y aurait 4% de votants à Lyon ; 3 623 votants à Bobigny ; Grenoble 5,4%. Chambéry 10,02%... Ce ne sont là que quelques éléments et nous avons décidé de tenir un point de presse tous les jours à 14h pour communiquer les chiffres.

Dans notre entretien téléphonique (paru dans le Soir d'Algérie du samedi 12) vous nous aviez évoqué votre vigilance quant à la surveillance des urnes et notamment la mise en place des scellés à clef: avez-vous réussi à imposer ce dispositif et si non pourquoi? Plus globalement, en terme de déroulement, y a-t-il eu des dépassements ou dérapages ? Et s'il y en a eu, comment et où se sont-ils manifestés ?

Pour la surveillance des urnes, certains consulats ont accepté nos propositions de scellés numérotés sur les urnes et les comptages et contrôle des émargements ou empreintes des votants. D'autres ne l'ont pas accepté et je le regrette et me pose la question de savoir pourquoi ce traitement inégal du dispositif et pourquoi la lecture de la loi électorale n'est pas la même d'un consulat à l'autre.

Aussi, je demande au président de la Commission nationale de surveillance des élections et au ministre des Affaires étrangères d'envoyer une note aux consuls pour accepter nos propositions de surveillance des élections en France afin d'éviter toute contestation le 17 avril. Quant aux

dépassements observés, il y a eu, par exemple, certains déplacements des urnes de centres de vote, vers le siège de consulats sans que ces déplacements ne soient accompagnés d'un observateur ou observatrice.

A Trappes, par exemple, l'urne qui n'était pas scellée par nos soins a été transférée dans un lieu inconnu par nous comme par les autres observateurs. Enfin, nous rappelons qu'une chaîne de télévision comme Ennahar, par exemple, n'a pas diffusé des extraits du meeting de soutien à M. Benflis, alors qu'elle l'a fait avec celui organisé en faveur du candidat Bouteflika.

Le candidat Ali Benflis que vous représentez en France a fait l'objet hier d'une déclaration insolite et inattendue, du Président-candidat Bouteflika qui qualifie votre candidat d'anti-démocratique, utilisant la violence dans ses interventions, exerçant le terrorisme télévisuel et les menaces contre les enfants des walis. Comment réagissez-vous à cela ?

Ali Benflis est un homme de droit, respectueux des valeurs et des lois de la République. Il a le courage de s'adresser au peuple. Pour ce faire, il a sillonné toutes les wilayas du pays. Ses meetings ont été ouverts au public sans exclusive et sans exclusion.

C'est une sortie surprise, inattendue de M. Bouteflika. Pour ce qui me concerne, pour une fois que je soutiens un candidat à l'élection présidentielle, je peux vous dire qu'il s'agit d'un homme loyal, un homme de loi qui est contre la violence et pour les solutions politiques.

Par contre, ce que je peux vous dire aussi, c'est que nous mettrons tout en œuvre, dans le cadre de la loi électorale, pour que les voix sorties des urnes soient bien réelles.

Propos recueillis par Khedidja Baba Ahmed

VOTE DES ALGÉRIENS D'EUROPE

Questions d'après-17

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

C'est le troisième jour de vote pour les Algériens de l'exil. Des bureaux ont été ouverts un peu partout, ici, en Europe. Dans plusieurs villes de France (Paris, Marseille, Montpellier, Lille), de Belgique (Mons, Charleroi, Bruxelles, Gand) des Pays-Bas, du Luxembourg et d'ailleurs, les mêmes phénomènes sont observés.

Les lises électorales n'ont pas été mises à jour. Les Algériens ne se sont pas déplacés pour s'inscrire sur ces fameuses tablettes et les consulats n'ont pas pu mettre à jour, à temps, le processus de renouvellement. Travail à réaliser, pourtant, pour que le mot vote ait un sens.

A Bruxelles, samedi, beaucoup de compatriotes se sont vu refuser le droit de mettre un bulletin dans l'urne pour ces raisons invoquées. L'on ne saura donc pas après le 17 avril si les non-votants ont suivi les appels de boycott ou ils n'ont pas usé de ce droit par négligence, bureaucratie ou nonchalance. Quelques enseignements peuvent, tout de même, être tirés de

ces premiers jours de la consultation. L'engouement y est absent, «le cœur n'y est pas» comme nous l'a dit un Algérien à Charleroi. Pourtant, lors de l'élection de Liamine Zeroual (1995), les Algériens d'Europe avaient, l'on s'en souvient, littéralement pris d'assaut les centres de vote pour crédibiliser la présidentielle d'alors. Ces temps sont révolus, il ne faut pas se raconter des salades.

Lors de tournées effectuées samedi et dimanche dans plusieurs zones de vote belges et selon les premières estimations, essentiellement basées sur des déclarations de citoyens tout juste sortis des urnes, Benflis marque des points et est, selon ces sondages à chaud, un potentiel vainqueur.

Pour autant, il faut relativiser cette donnée. Parce que les «votants de Bouteflika n'osent pas dire tout haut qu'ils ont donné leur voix à un homme malade, qui a changé la Constitution pour rester au pouvoir et qui a foncé sur le 4^e mandat en mettant son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt de l'Algérie». C'est ainsi que s'est exprimé Mourad, informaticien à Anvers et qui ne cache pas son choix benflisien.

Le vote, ici, qui a débuté le 12 et ira jusqu'au 17 inclus n'est pas, à vrai dire, une élection comme les autres et les Algériens du monde subissent de plein fouet les choix hasardeux du

système qui a, contre le bon sens, adoubé le passage en force de Bouteflika. Vivant et travaillant dans des pays réellement démocratiques, les Algériens d'Europe ne comprennent pas comment on est arrivé à ce point de déshérence, de stupidité et de fuite en avant.

Le mot «h'chouma» quand la candidature de Bouteflika est discutée revient souvent et s'impose comme qualificatif le plus idoine. H'chouma signifie plusieurs choses à la fois. «Que la honte soit sur eux», «maudit soit qui a pensé à ce maudit mandat» ou aussi «que le diable vous emporte». Les réseaux et la clientèle traditionnellement efficaces pour porter le candidat du régime semblent, cette fois-ci, discrets.

Est-ce une nouvelle tactique ou un simple désarroi d'appareils déboussolés par la quatrième «ouhda». On ne le sait. «Si Bouteflika est élu, c'est comme si l'Algérie avait décidé, volontairement, de s'arrêter, de dormir quelques années supplémentaires en vivant de la vente de son sous-sol et en attendant, tranquillement, la fin des jours, la fin du monde». C'est la sentence de Yassine, gérant dans une chaîne hôtelière américaine.

Décidément, c'est une présidentielle à nulle autre pareille.

A. M.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Les Algériens du Canada commencent à voter

L'élection présidentielle de 2014 suscite autant d'intérêt et d'engouement à l'étranger qu'en Algérie. Les Algériens du Canada ne sont pas en reste; ils ont commencé à voter par anticipation, le samedi 12 avril. Plus de 14 000 Algériens sont inscrits sur les listes électorales des représentations diplomatiques algériennes au Canada. Trois bureaux de vote ont été ouverts pour la circonstance, deux au consulat algérien de Montréal où se concentre la majeure partie de la communauté algérienne installée au Canada et un à Ottawa au sein de la section consulaire de notre ambassade. Rencontré au centre de vote de Montréal, le consul général d'Algérie au Canada, M. Abdelghani Amara nous a assuré de la bonne préparation logistique pour la réussite du scrutin mais il a insisté, surtout, sur la neutralité de l'administration afin d'éviter tout traitement de faveur pour quelque candidat que ce soit. «Nous avons veillé à la bonne tenue de cette élection grâce à une organisation administrative adéquate pour permettre le bon déroulement du scrutin tout en faisant une campagne de sensibilisation envers les citoyens inscrits sur la liste électorale pour qu'ils puissent accomplir leur devoir national», nous a-t-il déclaré. Le directeur de communication du candidat Benflis, M. Brahim Gater, a fustigé toute tentative de confiscation du pouvoir par la fraude. «Il faudrait arrêter le génocide politique de notre pays, le mur de Berlin n'existe plus. Une nouvelle stratégie géopolitique trame tranquillement autour de l'Algérie. Il faut gérer nos politiques de réforme et de transition vers la démocratie et une société des libertés dans un contexte ordinaire et éviter les situations extraordinaires qui peuvent provoquer des scénarios de violence», nous a-t-il dit. Il a également appelé à la vigilance pour préserver le choix du peuple car pour lui, «la fraude est un exercice sportif du pouvoir aux commandes du pays. Ce pouvoir pourrait frauder cette fois encore, car on ne peut éduquer un régime qui a triché durant 50 ans». Ce constat n'est pas partagé par la représentante au Canada du candidat Bouteflika, M^{me} Berrefas Rachida, qui semble plus confiante quant à l'issue du scrutin. Pour elle, le choix du peuple sera respecté tout en se disant satisfaite de la neutralité de l'administration. «Nous sommes mobilisés pour une forte participation de la population à cet important rendez-vous électoral. Nous appelons tous les Algériens à aller voter», conclut-elle. M. Belbachir Boumediène, venu accomplir son devoir électoral, a mis en valeur la voix de chacun car, dit-il, «le scrutin se joue parfois, à quelques centaines de voix près. Le vote a toujours de l'effet». Présente également sur place, M^{me} Ferkatou Zohra se montra plus sceptique. Elle n'a pas caché sa méfiance envers l'administration algérienne. «Il faut bien voter bien qu'on ait perdu confiance dans le système. Ceci étant, on doit penser à notre pays. On ne veut plus revivre la décennie noire des années 1990 car c'est à cause d'elle que nous sommes ici et que nous avons quitté nos proches et nos demeures», nous répond-elle d'une voix pleine d'émotion. Ce n'est que le premier jour de l'élection, l'ambiance qui règne dans les bureaux de vote montréalais semble sereine. Il n'en demeure pas moins que ces élections sont historiques pour le peuple algérien car elles constituent un test pour notre pays. Le rendez-vous vous sera donné le 17 avril prochain pour connaître qui, parmi les candidats, aura joui des faveurs de la diaspora algérienne, en particulier celle qui réside au pays de l'érable, le Canada.

Wahid Megherbi